

TUNISIE

Le racisme tue à Sfax !

Appel pour la protection des migrants subsahariens en danger en Tunisie

Un crime odieux s'est déroulé à Sfax, dans la nuit du 21 au 22 mai 2023. Un groupe de jeunes Tunisiens s'est rendu coupable d'une agression abjecte sur des jeunes Subsahariens. Résultat : un mort et deux blessés parmi les agressés. Selon le porte-parole du tribunal de Sfax, « les agresseurs voulaient s'en prendre aux Subsahariens dans leur domicile afin de leur prendre des biens et de l'argent ».

Depuis l'automne dernier, il règne en Tunisie un climat de haine et d'hostilité envers les étrangers et, particulièrement, les Subsahariens qui y résident.

Ce climat est alimenté et encouragé par une campagne raciste et xénophobe menée par des organisations politiques tels le Parti national tunisien et le Mouvement du 25 juillet proche de Kaïs Saïed). Il a été amplifié par les déclarations du 21 février dernier par la plus haute autorité de l'Etat, le président de la République tunisienne Kaïs Saïed, accusant les migrants de « participer à un complot visant à mettre à mal l'identité arabo-musulmane de la Tunisie ».

L'agression raciste de Sfax fait suite à de nombreuses autres dans de nombreuses villes, faisant régner sur les migrants subsahariens un climat insupportable de terreur et de haine.

Nous, militantes, militants et organisations (associations, syndicats, partis) démocratiques en France, dénonçons avec la plus grande vigueur cet acte odieux.

Nous condamnons fermement toutes les déclarations et agissements qui alimentent ce climat d'intolérance contraire à nos traditions et aux valeurs portées par la Révolution tunisienne.

Nous réaffirmons avec force notre solidarité sans faille avec les migrants subsahariens résidents en Tunisie.

Nous appelons les autorités à se ressaisir et à agir en faveur du respect des droits des migrants subsahariens.

Nous affirmons notre solidarité avec les Tunisiens qui prennent le risque d'être poursuivi. e. s en justice, selon la loi antiterroriste, le décret-loi liberticide 54 et autres dispositifs juridiques, pour protéger et secourir les migrants subsahariens, et saluons leur courage.

Nous demandons l'application de la loi 50 du 23 octobre 2018 contre la discrimination raciale en Tunisie, et nous exigeons de l'Etat tunisien la protection, le respect des droits et de la dignité des demandeurs d'asile et des migrants qui résident en Tunisie.

Paris le 27 mai 2023

Premiers signataires

Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT)

Fédération des Tunisiens citoyens des deux rives (FTCR)

Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT)

Association des tunisiens en France (ATF)

Association démocratique des tunisiens en France (ADTF)

Al Joumhourî France

Al Massar France

Ettakatol France

Attayar France

Parti des travailleurs (section France)

Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA)

Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (ACORT)

Association femmes plurielles (FP)

Association marocaine des droits humains - Paris-IDF(AMDH-IDF)

Association marocaine de défense des droits humains (ASDHOM)

Association des Marocains en France (AMF)

Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF)

Cédetim

Collectif pour la coopération Nord-Sud – Hauts de France (CORENS)

Collectif pour la coopération Nord-Sud – Ile de France (CIBELE)

Droit au logement (DAL)

Europe solidaire sans frontières (ESSF)

Fédération des associations de solidarité avec tout.e.s les immigré.e.s (FASTI)

Fondation Frantz Fanon (FFF)

FORIM (réseau des diasporas solidaires)

Forum Palestine citoyenneté (FPC)

Groupe d'information et de soutien aux immigrés (GISTI)

Ligue des droits de l'Homme (LDH)

Migreurop

Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)

SOS Migrants Asbl Belgique

SOS Racisme

Réseau Euro Med France (REF)

Riposte internationale (RI)

Union juif français pour la Paix (UJFP)

Confédération générale du Travail (CGT)

Fédération syndicale unitaire (FSU)

Union syndicale Solidaires

Ensemble

Mouvement des progressistes (MDP)

Nouveau parti anticapitaliste (NPA)

Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF)

Pour une écologie populaire et sociale (PEPS)